Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, en réponse une question sur la situation à Alep en Syrie, au Sénat le 15 décembre 2016.

2016-12-15

Madame la Sénatrice, je vous remercie, une fois de plus, d'attirer l'attention sur la situation terrible qui se déroule aujourd'hui à Alep. Situation que la France ne cesse de dénoncer et que, malheureusement, nous avions anticipée en dénonçant la stratégie de guerre totale du régime de Bachar al-Assad et de ses soutiens russe et iranien.

Aujourd'hui, c'est une situation terrible à laquelle nous assistons. Il y a une population civile qui veut partir mais qui ne peut pas le faire ou, quand elle le fait, c'est au péril de sa vie. Une ambulance a été bombardée, elle a reçu des tirs d'armes lourdes et il y a eu un mort. C'est un symbole de cette tragédie.

Aussi, nous exigeons - et nous répétons cette exigence et elle sera à nouveau exprimée au conseil européen d'aujourd'hui par le président de la République - que tout soit fait pour laisser sortir les civils en toute sécurité et aussi les combattants sans qu'ils soient l'objet d'exactions et d'exécutions sommaires. Pour cela, il faut que soient mis en place des observateurs des Nations unies. C'est la seule condition possible d'une garantie pour ces hommes, ces femmes et ces enfants qui veulent tout simplement survivre.

Pour l'heure, nous avons multiplié les initiatives au conseil de sécurité des Nations unies. Ce sont des initiatives que nous avons prises dans toutes les directions, y compris en direction de la Russie, pour obtenir la mise en place de ces observateurs internationaux impartiaux, et permettre aussi aux organisations humanitaires d'accéder et venir au secours d'une population qui n'a plus rien. La première urgence, c'est l'urgence humanitaire.

La deuxième urgence - la deuxième exigence qui est la nôtre - c'est que la guerre s'arrête, parce que rien n'empêche la poursuite des combats sur le reste de l'ouest de la Syrie, appelée la Syrie utile. Nous demandons la reprise des négociations à Genève. Et, dans quelques heures, je recevrai l'envoyé spécial des Nations unies, M. Staffan de Mistura.

Enfin, dernier point, nous ne pouvons pas accepter que les crimes restent impunis. Il faut que les Nations unies enquêtent, il y a déjà au conseil des droits de l'Homme de Genève une

commission d'enquête qui est la commission Pinheiro. Nous voulons que la vérité soit faite, que les responsabilités soient dégagées et que les conditions d'un processus de paix reprenne, c'est l'urgence absolue.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 19 décembre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/201573-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et